

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 17/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



EDIB

Zone d'activité les Acacias
67870 BISCHOFFSHEIM

Références : 20221006/0006705258
Code AIOT : 0006705258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement EDIB implanté 9 rue vacluse ZA Jeune Bois - 68270 WITTENHEIM. L'inspection a été annoncée le 23/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale sur les centres de tri, transit et regroupement de déchets (TTR).

Elle consiste à contrôler principalement les deux points suivants :

- le respect des prescriptions sur la typologie de déchets réceptionnés, le stockage des déchets et les filières ;
- les moyens de prévention et de protection incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDIB
- 9 rue vacluse ZA Jeune Bois 68270 WITTENHEIM
- Code AIOT : 0006705258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Le site EDIB de Wittenheim appartient au groupe SUEZ. Historiquement dédié aux déchets dangereux, il s'est réorienté vers les tris de déchets valorisables non dangereux (cartons, plastiques,...).

Le site ne réceptionne que des déchets industriels pour lesquels il réalise un tri avant envoi vers les exutoires finaux (recyclage, incinérateur, enfouissement).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- typologie, stockage et expédition des déchets ;
- les moyens de prévention et de protection incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2008, article 2.9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	/	Sans objet
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.2	/	Sans objet
6	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 a) et b)	/	Sans objet
7	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	/	Sans objet
8	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 c) et d)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont soulevé quelques observations que l'exploitant s'est engagé à prendre en compte. Il a d'ailleurs transmis plusieurs preuves de réalisation des actions nécessaires avant la finalisation du présent rapport.

L'inspection des installations classées a également constaté un écart susceptible de mise en demeure si le délai de l'action en cours n'est pas respecté. Il concerne la rétention des eaux incendie actuellement en travaux. Un projet de lettre de suite à la signature de Monsieur le Préfet est annexé au présent rapport afin d'obtenir les justificatifs concernés dans des délais maîtrisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Actions nationales 2022, registre déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre des déchets entrants. L'examen de plusieurs lignes de ce registre sur le mois d'août 2022 a permis de constater que l'ensemble des informations est présent (date de réception, code du déchet, quantité, producteur, transporteur,...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2022, registre déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes
Constats : L'exploitant dispose d'un registre des déchets sortants. L'examen de plusieurs lignes de ce registre sur le mois d'août 2022 a permis de constater que l'ensemble des informations était présent (date de réception, code du déchet, quantité, producteur, transporteur,...) à l'exception cependant de déchets de papier/carton sortis les 26, 30 et 31/08/2022. Ils concernent un même destinataire pour lequel aucun code de traitement ni de qualification n'a été renseigné.
Observations : Dans le registre des déchets sortants, il a été constaté l'absence de certaines informations. Il s'agissait d'une erreur du logiciel d'après l'exploitant. Par email les 18 et 19/10/2022, ce dernier a transmis à l'Inspection le fichier du registre mis à jour avec les informations manquantes. La vigilance de l'exploitant est attirée pour que ce type d'oubli ne se reproduise plus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : Le site est équipé d'extincteurs et de RIA. Concernant ces RIA, la plupart a été installé cette année, permettant ainsi une couverture très complète du site. Le dernier contrôle de ces équipements a été réalisé le 31/08/2022. Le prochain est programmé le 17/10/2022, soit un peu plus d'un an après le précédent. L'exploitant explique que cette situation est exceptionnelle et que ce retard est dû à un problème de facturation avec le prestataire. L'exploitant dispose d'un plan d'intervention. Celui-ci mérite toutefois d'être mis à jour car il manque le RIA au niveau du hall de pose à balle, ainsi qu'un extincteur au niveau du local de pesée. Des formations incendie sont régulièrement réalisées (vu attestation de formation du 14/09/2022) et complétées par des QHP (quart d'heure de prévention). Le site est par ailleurs équipé de caméras thermiques reliées à un service de sécurité qui peut intervenir et prévenir les personnes en astreinte. La présence de produit absorbant a également été constatée dans le bâtiment à côté de la pesée. Enfin, un guide d'alerte récapitulant notamment les consignes d'urgence est mis en place. En revanche, il est seulement disponible dans les bureaux situés au-dessus du hall de tri. En cas d'incendie dans le hall, son accès n'est donc pas possible.
Observations : L'exploitant devra à mettre à jour son plan d'intervention. Il veillera également à respecter le contrôle annuel des extincteurs et RIA. De plus, l'exploitant mettra en place une organisation permettant de faciliter l'accès au guide d'alerte (exemple : boîte sécurisé à l'entrée du site). En réponse à ces observations, l'exploitant a transmis par email à l'Inspection le 18/10/2022 le rapport de vérification du 17/10/2022 des RIA, extincteurs et BAES, ainsi qu'un bon de commande pour la mise en place d'un kit armoire registre de sécurité incendie pour les pompiers. Il ne reste ainsi plus que la mise à jour du plan d'intervention à réaliser.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de déconditionnement, conditionnement de produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou des déchets présents.
Constats : Des consignes ont été formalisées et présentées le jour de l'inspection. Elles sont d'ailleurs reprises pour la plupart dans le guide d'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2008, article 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, capacité de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : Le site est en travaux, ce qui a permis de constater la construction d'un bassin de réception des eaux incendie sur la base d'un dossier justifiant le volume. Toutefois, celui ne sera pas opérationnel avant la fin de l'année. Dans l'attente, l'exploitant précise qu'il ne dispose d'aucune rétention.
Observations : Etant donné la construction en cours du bassin de rétention, la situation non conforme du site est en cours de traitement. L'exploitant transmettra donc à la fin de l'année 2022 une attestation confirmant que le bassin de rétention est opérationnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 a) et b)
Thème(s) : Autre, Contrôles à l'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p>
<p>Constats : Le site est continuellement fermé par une barrière. Un pré-contrôle est réalisé par un interphone et des caméras avant l'accès au site. Le transporteur doit avoir un contrat déjà établi dans la base de donnée de l'exploitant pour autoriser son accès.</p> <p>Après réalisation de ce premier contrôle, le camion passe dans un portique de détection de radioactivité puis une pesée est réalisée.</p> <p>Le camion est ensuite orienté vers le hall de tri afin de déposer son chargement. Ce dernier est vérifié par un opérateur via un logiciel disponible sur son téléphone. Des photos sont alors prises en cas d'erreurs de tri.</p> <p>Cette opération a été vérifiée avec un opérateur lors de l'Inspection (réception de DIB). Elle était conforme et maîtrisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
Thème(s) : Autre, Identification des différents entreposages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. - Entreposage des déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
Constats : Après le versement des déchets dans le hall de tri, un opérateur intervient pour organiser le tri de ces déchets dans des bennes dédiées : bois, carton, plastiques,... Les bennes ainsi remplies sont, soit redéversées dans le hall de pose de balle pour les cartons et plastiques, soit réorientées vers un site de recyclage, l'incinérateur ou l'enfouissement. Les zones du site étaient distinctes et clairement repérées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des anomalies à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 c) et d)
Thème(s) : Autre, Procédure de refus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser. d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.
Constats : Comme déjà précisé ci-dessus, il y a un premier contrôle avant ouverture de la barrière puis un contrôle de chaque benne par les opérateurs. Le logiciel utilisé sur le téléphone permet de prendre des photos et de signaler tout type d'anomalie dans les déchets réceptionnés. Le site traitant essentiellement des DIB, il rencontre finalement peu d'anomalies. Cela peut être par exemple des pneus ou un bidon de peinture. Le client est alors facturé pour réorientation des déchets, ou invité à venir les récupérer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet